Le Conseil,

Vu le rapport du 23 mai 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Patrimoine urbain lyonnais reconnu, la cité Tony Garnier nécessite un traitement de ses espaces extérieurs qui s'harmonise au projet initial de l'architecte Tony Garnier.

Cet aménagement revêt un caractère tout particulier, compte tenu de la qualité architecturale de la cité et de la référence historique qu'elle représente, amplifiée par la réalisation du musée urbain.

Par délibérations n° 91-2705 et n° 92-3139, la communauté urbaine de Lyon a procédé à la consultation puis à la désignation d'un maître d'oeuvre en vue de la réalisation de l'opération, sur la base d'un coût d'objectif initial estimé à 9 000 000 F TTC.

Le titulaire de ce marché est la société ILEX.

Par délibération n° 92-3907, le coût d'objectif a été porté à 13 340 964 F TTC. A ce jour, deux premières tranches ont été réalisées. Deux nouvelles tranches sont à exécuter. Ces opérations d'aménagement accompagnent la réhabilitation du bâti, réalisée par l'OPAC du Grand Lyon, qui doit se poursuivre jusqu'en 1997.

Par délibération n° 96-0499, un nouveau coût d'objectif a été arrêté à 17 300 000 F TTC, en raison des délais de réalisation, des améliorations techniques apportées et du choix d'un mobilier urbain de qualité conforme à celui dessiné par Tony Garnier.

Dans ce cadre-là, il conviendrait de reprendre les dispositions du contrat de maîtrise d'oeuvre initial, en modifiant son contenu, afin que le montant du marché (750 000 F HT) corresponde aux deux premières tranches et non à l'ensemble de l'opération. Une mission de maîtrise d'oeuvre complémentaire pourrait être confiée à la société ILEX pour la réalisation des 3° et 4° tranches, en référence à l'article 314 bis -dernier alinéa- du code des marchés publics, pour un montant de 600 000 F HT.

Pour attribuer ce nouveau marché de maîtrise d'oeuvre, il conviendrait d'avoir l'avis d'une commission composée comme un jury et organisée comme suit :

- membres élus

- . monsieur le président de la communauté urbaine de Lyon, représenté par monsieur le vice-président chargé des marchés publics, président de la commission permanente d'appel d'offres,
- . les cinq membres de la commission permanente d'appel d'offres de la communauté urbaine de Lyon, ou leurs suppléants, élus par délibération du conseil en date du 25 septembre 1995.

- membres désignés par le président du jury en raison de leurs compétences

. personnalités compétentes :

- * monsieur le vice-président chargé de l'aménagement et du développement urbain ou son représentant élu communautaire,
- * monsieur le vice-président chargé de la politique de la ville ou son représentant élu communautaire,
- * monsieur le vice-président chargé des espaces publics ou son représentant élu communautaire,
- * monsieur le vice-président chargé de l'urbanisme opérationnel ou son représentant élu communautaire,

- * monsieur le vice-président chargé de la voirie ou son représentant élu communautaire,
- * monsieur le maire du 8° arrondissement de Lyon ou son représentant élu municipal.

. maîtres d'oeuvre

- * monsieur le directeur de l'Agence d'urbanisme ou son représentant,
- * monsieur le directeur de l'OPAC du Grand Lyon ou son représentant,
- * monsieur le directeur du département développement urbain ou son représentant,
- * monsieur le directeur de la direction de la voirie ou son représentant,
- * monsieur le délégué général aux espaces publics de la ville de Lyon ou son représentant,
- * monsieur Emmanuel Jalbert, architecte-paysagiste,
- * monsieur Bruno Tanant, architecte-paysagiste.

- représentants institutionnels

- . monsieur le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant,
- . l'agent comptable du Trésor auprès de la communauté urbaine de Lyon ou son représentant.

B - Propose, compte tenu de ces éléments, de l'autoriser à signer l'avenant au premier marché de maîtrise d'oeuvre, de décider d'organiser la procédure de désignation d'un maître d'oeuvre, en vertu de l'article 314 bis - dernier alinéa- du code des marchés publics et d'approuver la composition de la commission, enfin de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu le présent dossier ;

Vu les délibérations n° 91-2705, 92-3139 et 92-3907 du précédent conseil ;

Vu sa délibération en date du 25 septembre 1995 et celle n° 96-0499 ;

Vu l'article 314 bis -dernier alinéa- du code des marchés publics ;

Vu l'avis favorable de la commission permanente d'appel d'offres en date du 14 mai 1996 ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer l'avenant au premier marché de maîtrise d'oeuvre.

2° - Décide d'organiser la procédure de désignation d'un maître d'oeuvre, en vertu de l'article 314 bis -dernier alinéa- du code des marchés publics.

3° - Approuve la composition de la commission.

4° - La dépense correspondante sera prélevée sur des crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 1996 - sous-chapitre 908-0 - article 233-10 - dossier n° 2 472-90.

pour le président,

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,